

Direction du Patrimoine
DDP Pôle gestion immobilière

DAGJ-2024-058

Nomenclature Acte : Locations

OBJET : Bail avec l'Etat pour la mise à disposition de locaux sis rue de la Mer du Sud à Saint-Malo au profit l'Inspection de l'Education Nationale à compter du 1er décembre 2023

LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-MALO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22, L 2122-23, L 2131-1 et L 2131-2,

VU la délibération n° 2020-07-002 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire en application des articles susvisés,

VU l'arrêté n° 2023-032 du Maire en date du 13 février 2023, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Virgile CRANCE, 1er adjoint,

VU le budget,

CONSIDERANT la possibilité de renouveler la mise à disposition au profit au l'Inspection de l'Education Nationale de locaux sis rue de la Mer du Sud à Saint-Malo,

DECIDE

Article 1 : De mettre à la disposition des services de l'Inspection Académique, l'Etat, le Ministère de l'Education Nationale, représentés par Monsieur Hugues BIED-CHARRETON, Directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine des locaux sis rue de la Mer du Sud à Saint-Malo à compter du 1^{er} décembre 2023, pour une durée de trois, six et neuf ans, soit jusqu'au 30 novembre 2032.

Article 2 : Le présent bail consenti moyennant le versement d'un loyer annuel de 6 975,69 € hors charges et hors taxes, payable semestriellement à terme échu les 31 mai et 30 novembre de chaque année. Ledit loyer pourra être révisé à l'issue de chaque période triennale, en fonction de la variation des valeurs locatives des locaux similaires, étant précisé que la variation ainsi constatée ne saurait excéder celle de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Article 3 : La présente décision est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions prévues à la convention.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr De La Motte 35044 RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public du Service de Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Malo, le 15 avril 2024

Pour le Maire et par délégation,

Le 1er Adjoint au Maire,
Jean-Virgile CRANCE